

Un pas en arrière

La Suisse a subtilisé au Luxembourg le titre d'économie européenne la plus compétitive. A l'échelle mondiale, la confédération pointe désormais au quatrième rang du classement des économies les plus compétitives, reléguant le Luxembourg à la cinquième place, tous deux classés derrière les Etats-Unis, Singapour et Hong Kong qui, comme en 2007, en constituent le trio de tête. Au Luxembourg, cette enquête annuelle de l'institut suisse IMD effectuée auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de commerce.

■ Il n'y a pas (encore) le feu au lac! Certes, le Luxembourg perd un rang dans le classement mondial des économies les plus compétitives, passant de la quatrième place en 2007 à la cinquième en 2008, dépassé par la Suisse qui pointait au sixième rang en 2007. Mais rien n'indique qu'une soudaine et imprévisible perte de compétitivité ait gagné le Grand-Duché. Non, simplement, à défaut d'avoir engagé de profondes réformes structurelles destinées à doper son économie, le Luxembourg sent désormais dans son dos le souffle d'une concurrence qui progresse.

Le classement est élaboré sur base de l'examen de quatre indicateurs – les performances économiques, l'efficacité du gouvernement, l'efficacité du monde des affaires et les infrastructures. La Chambre de commerce, qui coordonne l'enquête au Luxembourg,



L'économie suisse est plus compétitive que celle du Luxembourg (Photo: Guy Jallay)

estime néanmoins que l'économie du pays «marque le pas» et que la perte d'une place «confirme que les problèmes économiques d'ordre structurel continuent à peser sur la situation compétitive des entreprises». Certaines décisions du gouvernement «ont certes eu un impact positif sur les finances publiques mais, de manière générale, elles n'ont pas produit des effets palpables en termes

d'amélioration de la compétitivité économique», poursuit la Chambre de commerce qui relève encore que les économies des pays frontaliers du Luxembourg poursuivent leur progression, à distance respectable néanmoins. Ainsi, la Belgique progresse d'un rang à la 24^e place et la France gagne trois rangs passant au 25^e, alors que l'Allemagne stagne à la 16^e place.

La Chambre de commerce tape donc sur le clou des réformes structurelles, les voulant «plus incisives» tant «dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la formation continue que de la fiscalité ou des infrastructures». Le faux pas du Luxembourg se remarque plus encore à l'examen des quatre indicateurs retenus par l'institut suisse. En termes de performances économiques pures, le pays pointe au quatrième rang, après avoir occupé le deuxième en 2005 et 2006 et le troisième en 2007. Le glissement est donc perceptible et l'institut suisse met en lumière le manque de diversification de l'économie grand-ducale (un reproche récurrent), trop dépendante de son secteur financier, ce qui constitue un risque bien réel en cas de retournement conjoncturel. En outre, l'enquête montre qu'il existe une réelle menace de délocalisation des sites de production ou des prestataires de services.

La perte d'attractivité fiscale du pays pour les entreprises est également significative, ce qui engendre un classement médiocre (14^e contre 9^e en 2007) dans l'indicateur relatif à l'efficacité du gouvernement. Une réforme de la politique fiscale constitue un défi majeur pour le pays. L'environnement des affaires, troisième indicateur, se dégrade également (9^e contre une cinquième place en 2007) et, enfin, nul besoin de rappeler que les infrastructures (au sens large) constituent toujours le talon d'Achille du Luxembourg qui pointe au 18^e rang (15^e en 2007) de ce sous-classement.

■ Léonard Bovy